

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://journal-la-mee.fr/1130-crise-une-bombe-a-la-bourse-de.html>

Crise : une bombe à la Bourse de Londres

- Thèmes généraux - Chômage, emploi - Crise 2008-2009-2010-2011-2012 -



Date de mise en ligne : dimanche 6 septembre 2009

Description :

Les banques vont bien, très bien même. Pas pour prêter de l'argent aux particuliers et aux PME, mais pour faire du profit. Après le G20 de Londres, en avril 2009, on nous avait promis « un nouveau capitalisme » (...)

Journal La Mée Châteaubriant

Ecrit le 2 septembre 2009



Source : l'Humanité Dima

Les banques vont bien, très bien même. Pas pour prêter de l'argent aux particuliers et aux PME, mais pour faire du profit. Après le G20 de Londres, en avril 2009, on nous avait promis « un nouveau capitalisme », « un nouvel ordre mondial » avec de « nouvelles règles » sur les salaires et les bonus au niveau mondial.

Bonus

Et voilà qu'on apprend que la banque BNP, qui a reçu 5,1 milliards de fonds propres de la part de l'Etat français, a provisionné 1 milliard pour payer des bonus à ses traders en fin d'année, soit en moyenne 59 000 euros à chacun.

Mais ceci n'est qu'une moyenne. Dans Le Nouvel Obs du 25 août, un trader avoue : « 90% des traders ont un bonus de 20.000 euros à 500.000 euros par an. Pour les grosses salles de marchés, un trader tourne en moyenne autour de 150.000 euros par an, en plus du salaire fixe. Après, c'est comme dans tous les systèmes, plus on est vieux, plus on gagne ».

Mais pendant que la Bourse monte, le chômage monte aussi malgré les chômeurs cachés : !

(par exemple, dans les Pays de Loire, alors qu'il y avait 6674 personnes en catégorie D en juillet 2008, il y en a 11060 un an plus tard : c'est dans cette catégorie que sont cachés les chômeurs qui ont choisi une CRP, convention de reclassement personnalisé !).

Quand le chômage monte, les revenus baissent. Un bon nombre de salariés et de retraités ont du mal à joindre les deux bouts et se retrouvent à découvert ... alors ils paient des agios aux banques ! Et les banques vont bien.

Prêts

Les banques font des bénéfices, surtout grâce à des jeux d'argent, virtuels, analogues à ceux des « subprimes ».

Mais elles ne jouent pas leur rôle de financeur : les prêts aux entreprises sont en effet passés de 313 milliards d'euros en juin 2008 à 259 milliards en juin 2009.

Le gouvernement aurait pu demander aux banques d'orienter une partie de leurs profits vers l'économie réelle. Il ne l'a pas fait.

Et alors même qu'on entend dire que la crise se termine, on apprend que les industriels français ont encore revu à la baisse leurs prévisions d'investissements en 2009, selon l'enquête trimestrielle de juillet publiée le 27 août par l'Insee. Désormais, ils anticipent une chute record, de 21 % de leurs investissements et un repli de 23 % pour ceux de l'industrie manufacturière.

Cela veut dire que les licenciements vont continuer ...

Utilité sociale des banques

Adair Turner, vous connaissez ? Il est le président de l'Autorité des services financiers britannique (FSA), après avoir fait une brillante carrière chez BP, Chase Manhattan Bank, McKinsey, et avoir été, pendant 5 ans, président du patronat britannique. Et voilà que, à la veille de la réunion des ministres des Finances du G20, les 4-5 septembre, il lance une bombe sur « la City » c'est-à-dire sur la Bourse de Londres.

Dans une interview au magazine « Prospect », publiée le 26 août, lord Turner ne ménage pas ses critiques contre les banques.

– Il leur reproche leurs prises de risque excessives,

– Il s'interroge sur l'utilité sociale de leurs activités

– Il se dit partisan d'une taxation des banques pour diminuer les bonus qu'elles accordent à leurs opérateurs de marché, sur le modèle de la taxe Tobin (celle-ci serait un prélèvement en pourcentage sur chaque transaction financière) comme le demande l'association ATTAC depuis des années !

Niches et mères

Selon le SNUI (syndicat des impôts), le gouvernement envisage de réformer le système de calcul des retraites des mères de famille.

La loi Fillon de 2005 avait déjà supprimé la bonification d'un an par enfant pour les femmes fonctionnaires devenues mères après le 1er janvier 2005 et pour les autres dans certains cas. Le choix est alors d'harmoniser par le haut ou d'aligner par le bas.

Le progrès social continuant de marcher à l'envers actuellement, ce sont maintenant les mères salariées dans le privé qui risquent de perdre les avantages familiaux liés à leur maternité. Ces « avantages » maternels compensent en réalité des déroulements de carrière plus difficiles pour les femmes consécutifs à leur maternité et des salaires très souvent moins élevés que ceux des hommes ce qui, au final, ampute le niveau des retraites.

Pour 1% de pères qui prennent un congé parental, la jurisprudence européenne prise en compte par le Conseil d'Etat, en imposant une réduction d'un avantage familial réservé aux mères (avant sa suppression comme pour les

mères fonctionnaires ?) ne fait qu'accroître l'inégalité de revenu entre les mères et les pères.

Pour un gouvernement qui renonce à toucher aux niches fiscales (73 milliards d'euros de manque à gagner annuel) l'argument du « coût » des avantages des mères de familles (4 milliards pour le budget de la sécurité sociale) ne tient pas la route.

Seule une véritable égalité se traduisant par une harmonisation par le haut doit être à l'ordre du jour

Les succès du Bouclier

18.893 restitutions ont été effectuées en 2008 pour un montant global de 578 millions d'euros, soit 30.593 euros en moyenne par bouclier. Mais la moitié d'entre eux est inférieure à 768 euros.

Les 1.000 plus gros contribuables (qui, pour les deux tiers, disposent d'un patrimoine supérieur à 15 millions d'euros et d'un revenu supérieur à 42.000 euros) ont reçu chacun en moyenne 337.241 euros (+ 84 % par rapport à 2007).

Mieux encore, les 10 plus gros remboursements sont de 5,97 millions d'euros (chacun !) (+ 270 % par rapport à 2007).

Ecrit le 9 septembre 2009

Faire chanter les gouvernements

Notre petit Nicolas multiplie les menaces, les fausses menaces. Par exemple sur les bonus des Traders. On sait que la BNP a mis un milliard de côté pour payer des bonus à ses Traders : soit en moyenne 59 000 Euros chacun (en plus de leur salaire). Mais Sarkozy a fait les gros yeux et nous avons appris que le bonus serait divisé par deux (ça fait encore une prime annuelle de 30 000 Euros chacun !).

Mais attention : l'accord signé avec les banques parle du versement différé d'une partie du bonus. En vertu de ce nouveau système, les Traders vont percevoir la moitié du bonus, en 2010, et le reste étalé sur les trois exercices suivants. Si les performances ne sont pas au rendez-vous dans la durée, la partie différée du

bonus ne serait pas versée. Mais de quelle performance parle-t-on ? Sauf exception, une banque se débrouille pour avoir de bonnes performances et ce sont les entreprises, et les particuliers, qui doivent faire face aux aléas économiques.

En somme les rodomontades sarkoziennes sur le bonus, c'est du mauvais cinéma !

« Les banquiers font la fête comme si nous étions en 1999 - et non en 2009. Il est temps de montrer les dents », dit le ministre suédois des Finances Anders Borg, dont le pays préside l'Union européenne. Nicolas Sarkozy dénonce le « scandale des bonus » et veut élargir les principes français au G20. Angela Merkel déclare : « Nous ne pouvons plus nous permettre d'avoir des banques si grosses qu'elles peuvent faire chanter les gouvernements. »

Roulez tambours ! Tandis que les ministres des Finances du G20 se réunissent les 4-5 septembre en vue du sommet de Pittsburgh les 24 et 25 septembre, ces fortes paroles pourraient faire penser que l'heure de la mise au pas a sonné pour le secteur financier sauvé de ses folies par les Etats.

Mais jusqu'ici il n'existe que des piles de rapports et de recommandations, mais rien de bien contraignant n'a été décidé. Les banquiers rigolent.

[Octobre 2009 : les banques remboursent l'Etat](#)